RENÉ DE LACHARRIÈRE

Mendès France et le général de Gaulle : l'impossible rapprochement

A la mort du général, l'émotion publique orchestrée par les médias n'incitait personne à s'aventurer hors de ses pompes funèbres. Suffisait, en revanche, d'y satisfaire par quelques grandiloquences tout excusées ou par les laconismes de la tristesse. P. M. F., seul, ou presque dans une voie très à l'écart de la facilité, voulut un commentaire réfléchi, pondéré, digne d'un peuple majeur qui se réclamait d'une longue et, en principe, forte tradition républicaine. Il fit paraître dans *Le Monde* un article où il rendait un hommage total au héros de la Résistance mais critiquait sans ménagements sa politique ultérieure. Le moment lui aurait paru mal choisi pour de l'hostilité : il convenait à la justice. « L'histoire, écrivait-il, demande nécessairement des comptes après un si grand rôle tenu. »

Ces comptes lui importaient, aussi, personnellement, parce qu'il y reliait les siens. L'article est reproduit dans son dernier ouvrage, où il voisine avec des morceaux rédigés à différentes époques et qui concernent des personnages très divers. L'intention principale du recueil est si peu critique qu'il s'intitule *La liberté guidait leurs pas* (Gallimard, 1976). C'est essentiellement l'apologie d'une conception rationnelle et morale de la politique, qu'illustrent ou que précisent tous ceux dont la mémoire est célébrée. Tous, à l'exception du général de Gaulle, pris à partie au contraire en de nombreuses occasions, et lors même qu'il n'est pas mentionné, comme si son procès s'imposait, sans qu'on le voulût, presque à chaque instant.

Ainsi l'hommage rendu à Churchill ne vise qu'à caractériser une personnalité originale et puissante, parfaitement étrangère à nos controverses politiques. Pourtant, en 1965, le Président de la Répu-

blique aurait eu motif à se sentir visé en lisant que le grand homme de l'Angleterre n'avait pas fait payer à son pays, par une altération de la démocratie et par la revendication d'un pouvoir personnel, les immenses services qu'il lui avait rendus. Les pages consacrées à Georges Boris ne répondaient qu'à un poignant regret, qu'au désir d'exprimer sa reconnaissance envers son collaborateur le plus important et le plus intime et qu'à un effort pour rendre sensible une qualité humaine dont le public n'avait rien connu. Elles se terminent néanmoins en relevant que la fidélité de Boris à l'homme du 18 juin fut déchirée lorsque celui-ci devint l'auteur d'un *pronunciamiento* militaire. Un commentaire sur les chroniques d'Hubert Beuve-Méry décrit avec exactitude un journalisme si pénétré de sa mission qu'il avait acquis l'autorité d'une véritable censure. Mais le dialogue de la morale et de l'opportunisme n'est certes pas présenté de manière à tenir la balance égale entre les deux. Beuve-Méry y est si bien justifié de s'être montré austère et rigoureux, sans complaisance indue, « négatif », que la plaidoirie ferait presque sourire tant les traits qu'elle mentionne s'appliqueraient à la défense de son auteur. Et la pointe ne pouvait manquer d'en être tournée encore une fois contre le général de Gaulle.

Il est assez clair que ces attaques ne ressortissent pas aux rivalités habituelles de la politique. Leur acharnement ne ressemble que d'une manière superficielle à celui dont on poursuit un adversaire. La passion qui s'y montre découle des questions que P. M. F. se pose à lui-même et dont il s'attache à dissiper l'inquiétude. Il mentionne d'ailleurs directement, en un autre endroit de l'ouvrage, le reproche contre lequel il se défend : d'aimer à critiquer plutôt qu'agir, d'avoir trop facilement classé les obstacles comme insurmontables afin de se tenir écarté du pouvoir, de s'être en somme assez volontiers résigné à une pratique du Gouvernement brillante mais très courte durant une longue vie politique.

Certains gaullistes de gauche, autrefois, lui avaient fait ce procès. Ils l'accusaient de ne montrer, par complaisance à soi, qu'incompréhension envers le général. Drapé dans une intransigeance systématique, il en aurait rebuté les bonnes dispositions. Ainsi il aurait laissé le champ libre à des influences comme celles de Georges Pompidou (entre autres, mais, à tort ou à raison, Pompidou était leur bête noire). Au lieu de jouer la belle âme pour discourir en vain, un sens véritable des responsabilités aurait conduit, selon eux, à une attitude entièrement opposée. Car tout ce que P. M. F. critiquait à bon droit dans la Ve République, il pouvait, ou aurait pu, le corriger : d'abord en aidant le fondateur du régime à s'orienter mieux, ensuite en préparant

l'évolution et même — pourquoi pas ? — en s'assurant la succession.

A l'époque, P. M. F. n'avait pas attaché grande importance à ces propos, qu'il ne considérait pas comme réalistes. Mais, après coup, une sorte d'écho lui en revenait sans cesse, sous une forme moins précise. Il était sensible à la question que des jeunes gens bien intentionnés ne lui posaient pas par discrétion mais lui laissaient comprendre par candeur et qui revenait à lui demander s'il était tout à fait certain d'avoir utilisé au mieux son existence, posée comme exemplaire.

Il répondait dans la conversation à peu près comme dans son livre. Des principes incontestables ne laissent, par hypothèse, aucun choix de les respecter ou non. Leur application n'avait pas été inutile, même en pratique et dans l'immédiat. Que les résultats en fussent limités, sans doute, mais le pire aurait été de trahir sa conviction, et pour rien, sauf pour faire carrière. Il n'avait refusé que le pouvoir pour le pouvoir — sous-entendu n'étant pas un ambitieux ou vaniteux ordinaire.

La réponse comportait la rectitude attendue, avec l'attrait supplémentaire d'une juste fierté. Il lui manquait d'être complète : elle n'indiquait pas pourquoi une autre attitude était condamnée à l'échec. Cette question plus précise lui est posée, et même deux fois, dans des entretiens destinés à la télévision : n'auriez-vous pas pu infléchir les conceptions que vous critiquez ? (Pierre Mendès France, *Regard sur la Ve République, 1958-1978, Entretiens avec François Lanzenberg*, Fayard, 1983). En dépit de l'insistance, la dénégation demeure sommaire. Il invoque le caractère impérieux du général de Gaulle, les orientations de sa politique économique, les forces de la droite. Mais le caractère du général de Gaulle n'était pas plus impérieux que le sien obstiné et ces intransigeances naturelles entrent en composition quand il le faut. Les choix du gaullisme, dans l'ordre économique, n'étaient guère systématiques. Les forces de la droite tenaient, pour une grande part, à l'effacement de la gauche. D'où suit que l'éclaircissement laisse toujours autant à désirer.

C'est qu'il exigeait des développements assez complexes et peu harmonieux, avec des données excessivement concrètes mêlées aux abstractions. De plus P. M. F. s'était alors campé dans une opposition absolue, naturellement simplificatrice. En fait, il n'avait existé aucune divergence de vues fondamentale et d'avance, par sa nature, irréductible. Au contraire, un rapprochement aurait été favorisé par des conceptions et aspirations ou semblables ou voisines sur quelques-uns des sujets les plus importants. Mais l'histoire ne s'était fait aucun souci des simples et belles explications. Elle avait plutôt suivi l'habitude,

que les historiens n'aiment pas mais qu'elle affectionne, de produire ses grands effets par petites causes : les circonstances, des événements fortuits, les particularités, limites et infortunes diverses des existences individuelles. Beaucoup de chances théoriques étaient offertes à une collaboration ; beaucoup de malchances plus décisives vinrent s'opposer aux rendez-vous.

***

Parmi les grandes causes, qui passeraient facilement pour profondes, l'antagonisme de la gauche et de la droite vient s'imposer en premier lieu. Nul n'ignore que P. M. F. se sentait, se voulait, se proclamait « de gauche », alors que rien de semblable n'est arrivé au général de Gaulle, que l'on sache, même en ses moments d'abandon et dans ses propos les plus aventureux. Pourtant cette différence ne les opposait pas comme elle le ferait aujourd'hui.

D'abord, les souvenirs de la Résistance et de la Libération entretenaient chez l'un et l'autre la conviction que les étiquettes ou appartenances ordinaires ne garantissent aucune attitude, n'empêchent aucun reniement, et en revanche que leur diversité ne met pas obstacle aux conjonctions dictées par un devoir patriotique essentiel. Bien que ce facteur de relativité n'existe plus, ou qu'il en reste à peine des traces chez quelques survivants, il a gardé assez longtemps de l'importance pour ceux qui avaient été réunis par le combat, puis dans l'euphorie de la victoire.

La relativité tenait, d'autre part, à la notion de gauche, assez différente chez P. M. F. de ce qu'il en a donné à croire par la suite et plus encore de l'acception actuelle. La doctrine qu'il revendiquait en ses belles années n'incluait pas d'autres principes politiques que ceux de la Révolution française, communément admis mais par lui fortement repensés. Bien mieux : elle écartait de manière explicite ou implicite, devant chaque problème, les visions préconçues des idéologies. Elle ne recourait qu'à l'évidence d'une démonstration directe et claire, présentée à la raison commune que chaque citoyen a pour devoir démocratique fondamental de mettre en œuvre sans égard aux consignes reçues. Mieux encore : elle avait infligé à l'idéologie marxiste des coups très rudes en dénonçant comme absurdes des maximes telles que l'extension fatale et continue d'un prolétariat fatalement et continûment appauvri, dans une période où la classe ouvrière voyait son sort s'améliorer de façon incontestable.

Il s'ensuit un contraste assez marqué avec les tendances principales de la gauche actuelle. Selon la tradition révolutionnaire, la rationalité occupait la place première et principale. Elle prenait en

charge la générosité de l'inspiration, sans rien vouloir y sacrifier de sa rigueur. Elle se flattait de laisser à la droite l'exaltation des forces obscures, les absurdités passionnées, la défense des préjugés et des routines. Aujourd'hui la gauche se caractérise avant tout par une certaine sensibilité. La lucidité n'est pas bannie — du moins, pas officiellement et pas totalement, ou pas forcément — mais elle ne fait plus partie intégrante de la conviction. Elle s'y adjoint comme une contrainte extérieure, respectée peut-être parce qu'il le faut bien, mais plutôt importune et antipathique. Les efforts déployés pour s'en affranchir, s'ils sont désastreux, ne passeront que pour l'excès d'un zèle en soi des plus louables et des plus méritoires. L'affaiblissement de la rationalité a supprimé aussi le contrôle qui s'opposait aux dogmes marxistes : indépendamment de l'alliance avec les communistes ils exercent une influence dont témoignent les publications du Parti socialiste. Ils affectent l'ancienne logique de la démocratie puisque, comme presque toutes les autres philosophies d'ailleurs, ils investissent du pouvoir une élite qui les fait parler comme elle veut. Ainsi sensibilité, pseudo-rationalité et oligarchie (ou monarchie), qui se relient entre elles, confèrent à la gauche non communiste un visage nouveau.

Cette transformation explique rétroactivement que des gaullistes notables aient participé comme ministres au Gouvernement de P. M. F. en 1954, sans la moindre trahison à l'égard de leur camp. Quelques-uns d'entre eux se retirèrent à cause de la querelle sur la CED, mais d'autres restèrent en poste jusqu'à la fin. L'appropriation du général de Gaulle, dont ils témoignaient, comportait assurément beaucoup de scepticisme sur la durée de la tentative. Il n'est pas allé jusqu'à user de son influence sur les parlementaires gaullistes pour les inciter à un soutien plus constant dans l'affaire algérienne. L'épisode n'est pas entièrement à sa gloire. Néanmoins les deux grandes étapes de la décolonisation, Indochine et Tunisie, n'ont pu être franchies dans de bonnes conditions, avec un très large assentiment national, que grâce à son attitude favorable. D'autre part, les intentions réformatrices du Gouvernement dans le domaine économique et social n'avaient suscité aucune division entre tendances de droite ou de gauche.

Après 1958, le fossé se creuse sans aucun doute. L'opposition catégorique de P. M. F. au nouveau régime l'entraînera à durcir ses positions. Comme il va laisser M. François Mitterrand reprendre le flambeau, il aura le souci de ne pas gêner ce dernier en rendant publics ses désaccords. Cette solidarité, ses amitiés, ses appuis, vont le situer dans l'opinion, et parfois le pousser, nettement au-delà des positions qui étaient les siennes sous la IVe République.

C'est vrai, sous réserve de ne pas forcer la mesure. Son ralliement au socialisme, qui date de 1959, correspondait surtout à l'acceptation du mot et à son emploi occasionnel dans le sens le plus large (1). Par la suite, passé dans une sorte de retraite, il se voulait fidèle au camp qu'il avait choisi ; mais il n'était pas parvenu à se débarrasser d'une insurmontable répugnance pour la démagogie, non plus, il faut l'avouer, que d'un certain goût pour le contentieux. Il s'ensuivait une alliance assez maussade de sa part, qui cachait à peine ses réticences et n'allait pas sans désagréments pour ses alliés. Ceux-ci tenaient à éviter sa désapprobation publique et professaient pour sa rectitude de pensée un sentiment d'autant plus admiratif que le leur inspirait parfois des doutes. Avec beaucoup de patience et toutes les marques du respect, ils parvinrent difficilement à le faire passer pour un partisan très convaincu des promesses ou programmes qui se flattaient alors de surmonter la crise par un joyeux développement de la consommation, des loisirs et des dépenses publiques improductives.

De toute manière, il faut se replacer aux temps du général de Gaulle qui, de son côté, n'incarnait pas la droite aussi exactement et simplement que l'opposition se plaisait à le croire. Sa politique, plutôt conservatrice en effet, n'était pas voulue telle de propos délibéré. Il n'aurait vu que des avantages à incliner vers une gauche sérieuse et solide, représentée par des hommes suffisamment respectueux de son autorité comme de sa personne. Le prouve sa recherche tenace dans les voies de l'association capital-travail ou de la participation. Bien qu'il n'ait pas réussi à en tirer grand-chose, cette préoccupation traduisait de l'éloignement pour les vues et les intérêts que l'on rattache à la droite. Elle a même contribué à la triste fin de son règne, avec de bonnes intentions dans la solitude et la maladresse. P. M. F., dont la position n'était pas très heureuse ni fructueuse non plus, aurait été en mesure de lui fournir le concours qui lui faisait défaut. Aucune raison fondamentale ne leur interdisait de faire renaître, à l'avantage des deux et du pays, l'accord qui s'était établi spontanément en 1954.

Ou alors l'obstacle serait venu de l'hostilité au régime lui-même, indépendamment de la politique suivie : autre raison de principe, mais distincte de la précédente, plus claire, pour maintenir P. M. F. dans une opposition rigoureuse. Comme il n'avait pas admis les condi-

(1) Mot sur lequel il avait hésité, avant de prendre une décision qui s'accompagnait de ce commentaire d'humour privé : « Depreux et Verdier m'ont expliqué durant des heures que c'était d'une importance extrême mais que, en revanche, cela ne voulait absolument rien dire de précis. Alors, dans ces conditions, et puisque ça leur fait tant de plaisir... Après tout, nous nous intitulions déjà radicaux-socialistes. Il n'en résultait pas d'excentricités... »

tions dans lesquelles le général de Gaulle s'était emparé du pouvoir et qu'il n'a cessé de désapprouver les institutions de la Ve République, la simple logique de cette attitude suffirait à justifier son refus.

La simplicité de l'explication serait, toutefois, plus apparente que réelle. Pour discutable que fût la fondation du nouveau régime, il n'avait pas assassiné l'innocence et la vertu. Son péché originel venait après tous ceux que la IVe République portait sur la conscience. Celle-ci succombait surtout par défaut de démocratie véritable, de volonté et de courage, sous le poids de ses propres fautes. P. M. F. le reconnaît expressément, et presque en ces termes, à la tribune de l'Assemblée nationale, le 1er juin 1958, en refusant le vote qui va investir le Gouvernement du général de Gaulle.

Ce n'était pas une excuse suffisante aux menaces de putsch qui accompagnaient l'opération mais il ne condamnait pas le nouveau pouvoir pour toujours et pour cette seule raison. Au contraire, son discours se terminait en souhaitant une issue favorable. Après avoir évoqué la pression qu'exerceraient sur le général de Gaulle ses nouveaux partisans plus ou moins fascistes, il concluait en ces termes : « Qu'il rompe dès demain avec ceux qui ne cessent de se recommander de lui ; qu'il restitue à l'Etat qu'il va personnifier l'indépendance et la dignité. Ce jour-là, nous l'aiderons sans réserve et de toutes nos forces... Puisse l'histoire dire un jour que de Gaulle a éliminé le péril fasciste, qu'il a maintenu et restauré les libertés, qu'il a rétabli la discipline dans l'administration et dans l'armée, qu'il a extirpé la torture qui déshonore l'Etat, en un mot qu'il a consolidé et assaini la République. Alors, mais alors seulement, le général de Gaulle représentera la légitimité. »

L'intéressé avait fait discrètement savoir qu'il n'était pas resté insensible à l'élévation de ce discours. Assez peu de temps après, somme toute, il aurait été en mesure d'en retourner les termes un à un contre son interpellateur : Eh bien, n'ai-je pas totalement déçu mes partisans de l' « Algérie française » ? Subsiste-t-il quelque chose d'un péril fasciste qui vous inquiétait si fort ? Les libertés ne sont-elles pas assurées, la discipline rétablie, la torture extirpée ? Votre IVe République pouvait-elle en dire autant ? J'ai fait davantage : j'ai accordé à l'Algérie son indépendance, ce que vous n'osiez pas annoncer, ni moi envisager du reste. Ma légitimité est donc acquise, même à vos yeux. Vous voilà tenu de m'aider, comme vous l'annonciez, sans réserve et de toutes vos forces. Puisse l'histoire dire que vous n'avez pas saisi quelque prétexte pour y manquer. Car, vous connaissant, j'imagine que vous avez découvert de nouveaux motifs à récriminations.

Il n'était pas nécessaire de chercher loin, ni d'une humeur chagrine, pour déplorer la monarchie élective et l'omnipotence présidentielle à quoi aboutissent les institutions de la Ve République. Le général de Gaulle n'y voyait pas malice, du fait qu'il s'identifiait à la nation, ou plus exactement à ses aspirations les meilleures. Il l'estimait ainsi dotée à travers lui de sa souveraineté naturelle en son expression la plus élevée. Les élites, pas trop malmenées, s'accommodaient du régime grâce à diverses fictions juridiques nouvelles dans une hypocrisie ancienne. Egalement habitué de longue date à une usurpation représentative ou une autre, le public acceptait un monarque assez débonnaire aussi bien, sinon mieux, qu'autrefois une oligarchie décriée. En cet état de la France, rappeler le catéchisme républicain apparaissait une entreprise juste mais vaine, comme de prêcher la continence à Persépolis.

Rester dans une opposition totale au système condamnait peut-être les chances d'en préparer la modification. Au bénéfice d'une attitude plus souple envers les institutions, M. Mitterrand a fini par les assujettir à sa victoire. Il en a, sans doute, conservé l'omnipotence présidentielle pour son usage, jusqu'ici, ce qui a pu améliorer l'opinion qu'il s'en fait mais non la qualité intrinsèque du régime. P. M. F., en un stade antérieur, serait entré dans le régime d'une manière différente et avec d'autres dispositions d'esprit. Il n'aurait pas été enfermé dans une constitution bien rigide, puisqu'elle était déjà largement façonnée par l'imprévu. Alors que le général de Gaulle avait imaginé une présidence de la République que sa nature plaçait essentiellement au-dessus des partis, il était devenu bon gré mal gré le chef d'un parti en même temps que d'une majorité parlementaire. Les institutions n'étaient donc plus exactement les siennes, ce qui autorisait à y porter la main sans lèse-majesté. En outre, rien n'obligeait à lui présenter d'avance tous les résultats futurs, dont quelques-uns n'auraient été acquis qu'avec sa succession.

Quant à cette dernière, enfin, il est clair que l'histoire était prête à en disposer tout autrement pour peu qu'on l'y aidât. Même la volonté de *de cujus* y pouvait concourir. Les aménagements posthumes de la présidence ne l'auraient pas dérangé outre mesure, puisque à ses yeux la fonction aurait alors perdu beaucoup de son lustre, voire le problème de son intérêt. En dépit de la résignation fatale à disparaître, peut-être aurait-il jugé malgré tout plus digne, avant de mourir, de mettre à sa place un homme dont la stature historique approchait de la sienne, non jusqu'à soutenir la comparaison, mais autant que faire s'était pu. Si l'on préfère lui attribuer quelque prétention à régir le futur, le plus important pour lui n'aurait

pas tenu, selon toute vraisemblance, à une politique intérieure davantage inclinée vers la gauche ou vers la droite, ni à un agencement constitutionnel qui avait acquis de la stabilité en s'écartant de ses desscins, mais à la continuité d'une politique étrangère qui maintiendrait la France dans son rôle et dans son rang.

A l'endroit des grandes options dans le domaine international, un travail approfondi relèverait de sensibles nuances entre les deux : par exemple, en ce qui concerne la confiance accordée aux mécanismes de l'organisation mondiale. Néanmoins la similitude de leurs vues apparaîtrait d'autant plus remarquable que l'un puisait son inspiration première dans un réalisme quelque peu maurrassien et que l'autre invoquait la tradition de Briand. Ils opposèrent le même genre de sang-froid à ceux qui, dans les rangs de la droite ou de la gauche, brûlaient de construire un super-Etat européen pour y faire disparaître la France avec tous ses problèmes. Leur volonté de réconciliation et de coopération avec l'Allemagne était égale ; leurs positions à l'égard du réarmement allemand dans le cadre atlantique s'accordèrent sans difficulté. Dans le respect d'une alliance indiscutée, leurs conceptions de l'indépendance nationale, de nos relations avec les Etats-Unis comme avec l'Union soviétique, se révélaient extrêmement voisines. Bien que le général de Gaulle ait reconnu beaucoup moins tôt la nécessité d'une franche décolonisation, il en a été l'artisan lui aussi et leur vœu était identique d'y substituer une solidarité particulière. Sur la place et la mission de la France dans le monde, sa vocation à l'universalité, son attachement aux causes de la liberté et de la justice, non seulement leurs propos s'avèrent interchangeables — ce qui, à dire vrai, pourrait s'étendre à beaucoup d'hommes politiques — mais encore le ton de la conviction, la marque de la volonté, leur assuraient une portée semblablement forte et, elle, peu commune.

On a souvent cité l'opinion de François Mauriac, selon laquelle P. M. F. aurait dû être le Colbert d'un grand règne. En fait, ses méthodes de travail étaient beaucoup mieux adaptées aux affaires étrangères, ou à la politique générale : à tout ce qui relevait de la négociation, de la persuasion, de l'autorité morale, et qui dépendait directement de lui. Sa personnalité propre donnait alors sa pleine mesure, avec des résultats brillants. Il n'en allait pas de même pour organiser et diriger avec précision le travail d'autrui, comme il aurait été nécessaire dans la responsabilité du secteur économique. Mais le général de Gaulle ne s'est probablement jamais posé la question, car l'opportunité de ce concours ni d'un autre n'est apparue à aucun moment.

*
* *

Le plus souvent, l'impossibilité pratique d'une collaboration tient à l'amour-propre des individus, qui ne parvient pas à un rapport satisfaisant de hiérarchie ni d'égalité. Sous cet aspect, la situation était particulièrement favorable. Outre l'avance initiale de l'âge, qui ne se rattrape jamais, le général de Gaule détenait, par la France libre et la Résistance, un titre historique sans équivalent. N'importe qui pouvait lui reconnaître cette supériorité et P. M. F. n'aurait sûrement pas ressenti de susceptibilité froissée à reprendre rang à ses côtés. Leurs égards mutuels, toujours maintenus, avec une déférence marquée de la part de P. M. F., auraient facilité leur collaboration, et à tout moment, si les circonstances l'avaient voulu.

Elles ne l'ont pas voulu à la Libération, en dépit de quelques apparences. La légende a magnifié l'épisode de P. M. F. renonçant à son ministère parce que le général de Gaulle n'avait pas souscrit à son plan d'assainissement monétaire et financier. Peut-être la France se serait-elle mieux trouvée de ces mesures, ou peut-être n'y aurait-il pas eu grand-chose de changé. La Belgique, qui en avait adopté de semblables, n'en a pas tiré d'avantages tellement marqués. L'économie était à reconstruire mais elle ne s'appliquait à rien d'autre, dans un plein emploi plus qu'atteint des ressources humaines et matérielles disponibles. Le général de Gaulle ne manque pas d'excuses pour avoir préféré les vues de M. Pléven, qui s'affirmaient voisines, tout en s'accompagnant de méthodes moins rudes afin d'épargner au pays un traumatisme supplémentaire. Bref l'affaire se réduit à un incident, d'ailleurs honorable pour chacun, car le général de Gaulle le prit très bien.

Il avait d'autres préoccupations, devant quantité de difficultés qui n'étaient point du genre à s'arranger toutes seules. La guerre s'achevait à peine et la position internationale de la France, à l'issue du conflit, n'était nullement assurée. L'affaire d'Indochine allait commencer. Les institutions étaient provisoires, la situation juridique confuse en maints domaines, les administrations se réadaptaient tant bien que mal. Les ministres de l'intérieur, de la justice, de l'information, ou même de l'éducation nationale, détenaient en fait des responsabilités beaucoup plus importantes, dans l'immédiat, qu'un ministre de l'économie, presque dépourvu de services, en face du ministre des finances. D'autre part la réputation de P. M. F., quoique déjà bonne, n'en avait pas encore fait un personnage politique de premier plan.

Le général de Gaulle ne pouvait donc voir en lui son Colbert

pour de nombreuses raisons, parmi lesquelles la principale résultait de ce que, pour ressembler lui-même à Louis XIV, manquait l'essentiel, à savoir d'être assis sur un trône solide. Sa situation était des plus précaires. En dehors des questions tout à fait urgentes — parmi lesquelles, encore une fois, les affaires économiques n'engendraient pas les plus graves soucis — le grand problème consistait pour lui à se situer dans le cadre des institutions. Il pouvait remodeler celles-ci presque à son gré, mais sous réserve de savoir comment. Son incertitude dans le domaine constitutionnel lui a valu de manœuvrer comme un bourdon, sans aucun plan raisonnable, tant et si bien que les partis, revenant de loin, sont parvenus à reconquérir leur influence, pour lui laisser en lot la méditation dans le désert. Avant ces déboires, il aurait peut-être accepté de chercher sa place, pour éminente qu'il la conçût, dans un système suffisamment démocratique. Un conseiller comme P. M. F., attaché à sa personne, et non moins à une incontestable tradition républicaine, lui aurait donc fourni tout juste le concours qui lui a manqué.

Peut-être. Mais P. M. F. n'était pas préparé à un tel rôle et rien ne le désignait pour le remplir. Assez peu juriste de formation, son intérêt tourné vers l'économie et les finances, il n'avait pas spécialement réfléchi au problème constitutionnel. Sa courte expérience politique ne le qualifiait pas pour jouer les mentors. Du reste, le général de Gaulle, s'estimant généreusement pourvu par la nature, n'était pas porté à faire si grand cas des lumières d'autrui dans une affaire qui le concernait directement.

Au cours de l'étape suivante, la IVe République ne les a pas opposés mais séparés. Sauf vers sa fin, elle incitait à croire que le général était entré dans une retraite définitive. La fidélité à sa personne s'appuyait sur les grands souvenirs de son passé. Elle tenait compte aussi, à l'occasion, de l'influence qu'il conservait. Elle n'impliquait pas nécessairement que l'on jugeât possible, ou même souhaitable, son retour au pouvoir. Dans cet esprit, P. M. F. ne lui en a pas marchandé les témoignages.

Cependant, comme l'un s'efforçait de sauver le régime, auquel l'autre portait d'autant moins de confiance qu'il avait été édifié contre lui, leurs bons rapports laissaient entre eux de la distance. En outre, pour bons qu'ils fussent, ils n'ont pas empêché P. M. F. de trouver très mauvaise la démagogie nationaliste finalement pratiquée par de nombreux gaullistes sur le thème de l'Empire bradé ou de l'Algérie française. A supposer qu'elle ne fît pas l'objet d'un encouragement discret venu de Colombey-les-deux-Eglises, du moins n'en recevait-elle ni rappel à l'ordre ni désaveu.

L'avènement de la Ve République, à l'inverse, ne les sépare pas davantage, dans l'immédiat, bien qu'il les oppose d'une manière ouverte et catégorique. Il n'affecte pas les relations personnelles, épisodiques mais non refroidies. Formellement contesté dans son pouvoir même, le général de Gaulle a l'élégance, lorsque l'occasion s'en présente, qu'il ne fait pas naître, de témoigner à P. M. F. une estime et des sentiments inchangés. Ce n'était pas une invite mais, dans la mesure où le régime répondait à ses admonestations initiales, P. M. F. était fondé à s'y rallier, avec la justification supplémentaire de travailler à son amélioration. S'il l'avait souhaité, si la question s'était posée, si les choses avaient évolué autrement, et les hommes aussi...

Les choses étant, au contraire, ce qu'elles étaient, et les hommes fortement enclins à être ce qu'ils furent, le nouveau Président de la République n'éprouvait pas le moindre besoin de s'adjoindre P. M. F. pour ses premières tâches. Il voulait reprendre l'armée en main, la rassurer, et rassurer en même temps les Français d'Algérie contre les menaces d'abandon. Il s'imaginait capable de subjuguer la révolte des autochtones par son prestige, sa détermination et sa magnanimité. La présence de P. M. F. au Gouvernement, en n'importe quel emploi, aurait évidemment jeté le doute sur ces desseins. Lorsqu'il s'est résigné aux accords d'Evian, les opposants de droite et les partisans de l'Algérie française inscrivaient sur les murs de Paris : *De Gaulle = Mendès*. L'équation étant conçue comme injurieuse, il n'avait aucun intérêt à l'accréditer davantage. P. M. F. la récusait d'ailleurs de son côté, puisque la paix en Algérie avait été obtenue par une méthode tout à fait opposée à la sienne : l'épuisement préalable des illusions, qui avait conduit à l'inévitable sagesse, mais après avoir guerroyé durant des années pour acquérir cette lucidité tardive.

Cependant il faut reconnaître que l'affaire était horriblement difficile, de quelque manière qu'on la prît. Il n'était même pas démontré, après tout, qu'il eût été possible d'éviter cette voie si longue pour surmonter les obstacles psychologiques tenant à l'impasse dans laquelle se trouvaient les Français d'Algérie. Mieux valait donc tourner la page sur ce malheureux épisode, se féliciter d'en avoir fini et penser plutôt à l'avenir, vers lequel ne restait plus qu'à repartir d'un bon pied.

Encore fallait-il qu'ils fussent incités à repartir ensemble. Le chef de l'Etat se trouvait, quoique sans l'avoir voulu, à la tête d'un vaste dispositif, modérément conservateur, assez commode pour lui, qui fournissait des ministres dociles et des majorités parlementaires. Sous peine de se lancer dans un extraordinaire remue-ménage, il lui fallait

en prendre son parti, ce qui était le cas de le dire. Il va de soi que ce parti présidentiel s'estimait pourvu de dirigeants jusqu'à la surabondance et ne souhaitait nullement faire placc à une grande personnalité, étrangère à lui, réputée exigeante et incommode. Pour sa part, P. M. F., en simplifiant un peu, y voyait un bloc d'adversaires naturels. En outre, il pensait que le régime s'écroulerait comme le Second Empire, et de préférence beaucoup plus vite. Il ne cherchait aucune forme de conciliation.

Il ne cherchait pas la conciliation parce qu'il l'estimait impossible et inutile, mais s'en persuadait d'autant plus volontiers qu'il semble, au fond, moins désireux de revenir au pouvoir : vraisemblablement parce que moins assuré de faire face aux responsabilités gouvernementales selon sa haute idée de celles-ci et de son devoir. Deux causes principales d'affaiblissement l'avaient atteint.

La plus grave fut la mort de Georges Boris, qui suivait de peu l'avènement de la Ve République. Boris mourut au cours de l'été 1960 mais il souffrait durement depuis un an au moins. Il était l'âme d'une équipe, dès lors dispersée, dont P. M. F. n'avait aucune fausse honte à reconnaître la très grande part qu'elle avait prise à sa réflexion et à son action.

A cet égard, l'ouvrage de M. Jean Lacouture (*Pierre Mendès France*, Seuil, 1981), en dépit de ses qualités et du soin apporté à sa préparation, a été victime des témoignages recueillis. La plupart d'entre eux tendaient surtout, fût-ce avec une parfaite innocence, à mettre en valeur le rôle éminent dont le témoin se créditait. Phénomène naturel, mais d'où résulte un P. M. F. en partie imaginaire, rabaissé par certains côtés, et en revanche qui n'est pas affecté fondamentalement par la disparition de Boris, puisque soumis depuis toujours aux influences les plus diverses, dont quelques-unes incongrues. Il est vrai que, depuis toujours, il comptait beaucoup d'amis, outre des connaissances sans nombre qui se proclamaient non moins amicales. D'autre part, il écoutait attentivement et volontiers. Il aimait à dispenser une pédagogie inlassable jusqu'au profit d'un quidam dont nul ne savait pourquoi ni comment il se trouvait là. Les interlocuteurs en gardaient la conviction d'avoir été associés à ses plus profonds desseins et certains optimistes de les avoir inspirés. Mais, s'il y perdait beaucoup de temps, on devait reconnaître qu'il en sortait habituellement indemne. Comme les affaires sérieuses passaient presque toutes par Georges Boris, lui-même solidement appuyé par Paul Legatte, le reste ne correspondait guère qu'aux relations et apparences entretenues, ou encore aux activités qui viennent tourner en désordre autour d'un système politique.

S'est ajouté au décès de Boris un second facteur de diminution. Au cours de ses grandes années, tout en profitant d'un vif prestige dans les milieux intellectuels, avec un appui précieux dans le snobisme, P. M. F. restait bien ancré au sein de la réalité politique et assez proche du sentiment populaire, grâce à la députation de l'Eure, à la mairie de Louviers, voire au Parti radical (lequel, en ce temps-là, différait grandement de ce qui en reste). Fort de ce contrepoids, en plus d'un caractère très peu sensible aux sottes vanités, il accueillait sans en être dupe, avec un demi-sourire tout à fait agréable, les engouements superficiels, les effervescences de salons, les tapages publicitaires dont il bénéficiait. En dépit de quelque agacement dans le milieu parlementaire et alentour, les avantages de la situation dépassaient de beaucoup les inconvénients. Le rapport s'inverse lorsqu'il s'est replié au sein d'une gauche mondaine et intellectuelle, mondainement gentille, intellectuellement plutôt brillante, mais moutonnière, et dont il n'a jamais été possible de soutenir, avec la plus grande bienveillance, que la sûreté du jugement figurât au nombre de ses qualités principales.

En mai 1968, l'exaltation contagieuse de ce milieu le prive du discernement nécessaire aux quelques initiatives ou abstentions qui lui auraient permis de prendre le pouvoir sans heurter personne, grâce à une conjoncture incroyablement favorable mais de très courte durée. Peu après, les élections présidentielles de 1969 amenaient l'occasion, celle théoriquement attendue depuis une dizaine d'années, de transformer le régime par une candidature de restauration républicaine. L'opposition, qui n'avait rien fait pour s'y préparer, pouvait au moins essayer de mettre rapidement sur pied une formule présentable, dont le succès aurait été certain. Sans avoir usé de son autorité en faveur d'une telle solution, P. M. F. se borna à s'enrôler comme second auprès de M. Gaston Defferre, ce qui relevait une modestie étrange et d'une inopportunité non moindre.

Sa période d'inspiration heureuse était terminée. Elle l'était déjà depuis assez longtemps pour que la Ve République ait échappé entièrement à sa prise.

En définitive, ce qui l'a élevé très au-dessus de la condition politique ordinaire, ce n'est assurément pas d'avoir été exempt de malchances et de maladresses, ni même de défauts en ses meilleurs jours. Il est loin d'être le seul à s'être complu dans le procès d'autrui pour sa propre justification. Sa sincérité n'était pas mise en doute mais elle ne suffit pas à rendre compte de la vertu singulière que nul ne lui dénie. Les hypocrites se proclament sincères tout les premiers et, à

force, finissent probablement par s'en convaincre, de sorte que la différence, si elle subsiste, ressort mal de l'observation. Quant à la gravité, si l'infatuation des individus n'y suffit pas, la politique en revêt ses participants comme d'un uniforme obligatoire. Reste le sérieux, que la sincérité et la gravité, ou leurs apparences, laissent excessivement rare dans l'action et dans la pensée politiques. Celui de P. M. F., qui le plaçait hors de pair, dans une autorité reçue à prendre la mesure de toutes les autres sans indulgence ni insolence, reposait sur une conception de la vie elle-même si visiblement sérieuse que l'on serait tenté de la dire religieuse.

Peut-être l'explication tient-elle à ce que les catholiques de tradition, comme le général de Gaulle, relèguent pour la plupart le sentiment religieux dans une lointaine transcendance et n'en sont donc pas gênés pour concevoir la politique sur un fond de scepticisme. Pour eux, de vérité profonde, constante et certaine, il n'en existe point, à proprement parler, dans les choses d'ici-bas. L'opportunisme leur paraît naturel, encore qu'ils puissent le vouloir de bonne qualité et attaché, en plus de l'ambition, à des fins honorables. Au contraire certains athées, comme P. M. F., ne s'étant pas débarrassés du sentiment religieux, le tournent vers les affaires terrestres, où il leur dicte, fût-ce au détriment de l'ambition, une politique de foi et de scrupules.

Peut-être fallait-il une si puissante inspiration, en l'état où nous sommes, pour rendre leur valeur à des principes tels que ceux de la démocratie. A coup sûr, rien ne transformait davantage leur portée habituelle que de les concevoir assortis d'une application honnête.

René de LACHARRIÈRE. — **Mendes France and general de Gaulle : an impossible reconciling.**

The question has often been asked of why Pierre Mendes France never reached a durable agreement with general de Gaulle, when their personal relationship was good and their cooperation would have been profitable to each of them and to the nation. Their widely diverging views on many issues aren't the sole reason for this. In fact, the circumstances were the decisive factor : at no time did they prompt them to unite their destinies.

RÉSUMÉ. — *La question est souvent posée de savoir pourquoi P. M. F. n'a pas pu s'accorder d'une manière durable avec le général de Gaulle, alors que leurs rapports personnels étaient bons et que leur concours aurait été avantageux pour l'un et pour l'autre comme pour le pays. Les grandes divergences de vues ne fournissent pas d'explication décisive. En fait, les circonstances ont été plus déterminantes : à aucun moment elles ne les ont incités à unir leurs destins.*